L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 25 MAI 1882. 35me Année.

Bodron, Baudet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 25 MAI 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition quotidienne.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

Ce dernier mode, à la caisse, avec les gérants.

Edition du Dimanche.

Un an.....$3 00

Edition Hebdomadaire.

Un an.....$2 00
Six mois.....1 00
Quatre mois.....0 50
Trois mois.....75

Editions deux fois par mois.

VENTES A L'ENCAN.

Par Jos. F. Guinault, sur le Chemin de la Métairie, près du café de Jean Marie Sans, une voiture.

Les deux projets de Charte.

Le législateur délibère en ce moment sur les projets de Charte de ville qui lui ont été soumis. Deux discours importants ont été prononcés à la Chambre : l'un par M. Chrétien, en faveur de la Charte dite législative ; l'autre par M. Richardson, à l'appui de la Charte des Citoyens.

Les deux honorables représentants ont fait ressortir avec un incontestable talent les avantages particuliers de chacun des projets. On ne saurait se dissimuler que l'article de la Charte des Citoyens qui charge le maire de la désignation de la plupart des fonctionnaires administratifs, ne la recommande pas auprès des hommes qui aiment à exercer une action prépondérante dans les affaires publiques. Mais les hommes sont ellectivement gouvernés par des politiciens qui n'en font trop souvent un double instrument et qui les exploitent au profit de leurs ambitions.

Voilà pourquoi nos préférences sont acquises au mode de nomination établi par la Charte des Citoyens. Nous aimons mieux que les principaux agents de la municipalité soient désignés par un maire vis-à-vis de qui ils soient responsables et qui soit lui-même à répondre de son choix auprès du corps électoral, que de les voir tenir leur mandat de celui-ci dont la confiance est trop souvent illusoire. Ignore-t-on comment les candidats sont choisis par les conventions municipales ? Ne sait-on pas qu'ils sont presque toujours imposés aux électeurs par des fractions bien organisées, bien disciplinées, qui ne manquent devenir au moyen pour assurer leur triomphe ? Et quelle est la responsabilité des agents que la cabale porte ainsi au pouvoir ? Elle est absolument nulle.

Pour ce motif, et pour d'autres encore, nous n'avons pas hésité à nous déclarer en faveur de la Charte des Citoyens. Ce n'est pas que nous la croyons parfaite. Loin de là. Elle est défectueuse sous quelques rapports, et le devoir de la Législature, si, à notre grande satisfaction, elle ralliait la majorité des suffrages des deux Chambres, serait de l'amender, de l'exempter, d'en faire disparaître les taches et de la rendre aussi acceptable que possible.

Il y aura naturellement des concessions à faire, et nous croyons que les partisans des deux Chartes sont prêts à en faire.

Les dépêches de Baton-Rouge disent que l'attention de la Législature est absorbée par nos affaires municipales, et qu'elles sont partout l'objet des plus vives discussions. Tant mieux. Nous sommes heureux de voir une agitation salutaire remplacer l'indifférence, la torpeur et la stagnation des esprits.

La discussion éclaire, et l'on discute vivement au Sénat, à la Chambre, dans les hôtels et dans les salons. Les représentants des paroisses rurales comprennent qu'il est temps que la Nlle-Orléans reprenne dans le monde industriel et commercial le rang qu'elle occupait autrefois, et qu'ils en doivent à eux-mêmes de l'aider à sortir de l'impasse où l'ont acculée, immédiatement après la guerre, des hommes pervers et malhonnêtes revêtus d'une autorité dont ils ont odieusement abusé.

D'après les renseignes de Baton-Rouge, les républicains de la Chambre savaient tout disposés à soutenir la Charte des Citoyens, si en retour il leur était fait quelques avantages. Ce que pouvait être ces avantages, nous l'ignorons. Il serait préférable que les représentants républicains ne s'imaginassent que de l'intérêt public et appartenant le projet qui leur paraîtra y répondre le mieux.

A la Chambre et au Sénat, les représentants des campagnes sont naturellement disposés à accepter celle des deux chartes municipales qui réunira le plus de suffrages en sein de la délégation entière. C'est là un acte de courtoisie entre collègues que nous sommes loin de condamner ; mais si la Législature veut en rendre compte de l'opinion réelle à la Nouvelle-Orléans, que ne consulte-t-elle aussi la presse ? Eh bien ! cette presse est unanime ; tous les journaux de la ville, sans exception, approuvent le bill des "Exclusifs". Cette Charte, encore à l'état de projet, est vivement appuyée par le commerce et l'industrie, parce qu'elle est essentiellement conservatrice et qu'elle cette une responsabilité là où il n'en existe pas maintenant.

La Législature a été reprendre hier la délibération sur les deux projets et nous saurons bientôt à quoi nous en tenir sur le sort qui leur est réservé.

Une dépêche transmise, hier matin, de Paris, à M. John Davis, lui apprenait que M. Duhayon a engagé : Pumelani, ténor, de l'Opéra ; Bernedi, comique, du Théâtre de la Monnaie, à Bruxelles.

Ce sont deux excellentes acquisitions.

Le républicanisme Robertson a remporté dernièrement un discours dans lequel il a démontré que, sans les travaux exécutés par les juifs, il n'eût pas de plus qui puisse mettre un terme aux débordements du fleuve. Ce discours est le plus complet et le plus éloquent de ceux qui ont été faits sur ce sujet et important pour la Louisiane. M. Robertson a donné à convaincre les adversaires de cette mesure de salut !

Parmi les peintures exposées au salon de Paris, ouvert le 1er mai, on remarque un tableau qui a pour titre : " Visite au Président Lee, dans l'hôtel de la Maison-Blanche, à Richmond." Ce tableau est de M. Rosenzy, qui a représenté le ministre des Etats-Unis à la fête de Yorktown. L'artiste français a voulu l'atelier du sculpteur américain et de à peu près une photographie. A cela notons à Paris, il a fait un grand tableau et il a raison, non seulement la reproduction de l'œuvre du célèbre artiste, mais encore tout l'intérieur de son atelier. De tous les compliments qu'a reçus M. Valentine, celui que lui adressa ainsi l'exquise française, est, assurément, le plus flatteur.

Les médecins de notre ville sont toujours [illegible]

USINES CENTRALES.

UN PROJET.

Nous avons publié, dans l'ABEILLE d'hier, une lettre d'un intérêt considérable, adressée, de Paris, aux planteurs de la Louisiane. Elle est signée de notre connu et respecté. Il s'agit de la création d'usines centrales pour la fabrication du sucre, par une compagnie française que représentent MM. Hippolyte Chéhune, Léon Chrétien, Félix Limet et J. Gohn. Les capitaux sont prêts pour la mise en opération de ce projet, qui doit sortir de la Louisiane. Le prime actuelle qui, depuis quelque temps, n'est occupée de cette question, est d'avis qu'il n'y a de salut, pour la première de nos industries agricoles, que dans le morcellement des terres et l'établissement de petites fermes faisant corps autour de grands établissements industriels qui transformeront le sol et activent l'agriculture en aplatissant, sur place, ses produits.

Le seul avantage que réclament les mandataires de la compagnie parisienne c'est que les planteurs voisins des usines centrales s'obligent à vendre à Poulac, pendant 10 ans, toutes les cannes de leurs habitations, suivant un cours à débattre avec les représentants des compagnies.

Voilà donc un concours inespéré qui nous vient à Phenix Lakes où les derniers démontre résultant de l'inondation ont porté le coup le plus terrible à notre agriculture qui constitue la seule richesse de l'Etat.

Les demandes de garanties n'ont rien d'exagéré. Avant de mettre à exécution le projet qu'elle a conçu et qui exigera des capitaux considérables, la compagnie veut s'assurer qu'elle obtiendra, des planteurs intéressés, les éléments nécessaires à alimenter le travail de ses grands établissements industriels.

La proposition est faite ; quelle sera leur réponse ?

Ne serait-il pas utile qu'une assemblée fût convoquée et qu'un comité composé des hommes les plus experts en ces matières, fût chargé de faire définitivement la nature des rapports entre les producteurs de cannes, et la compagnie qui offre de construire des usines centrales ? La question est, à nos yeux, d'une importance telle, qu'il n'y a pas un moment à perdre et qu'une réponse favorable doit être adressée immédiatement aux quatre signataires de la lettre.

Il nous souvient que, dans une visite que nous fit M. Léon Chrétien, la veille de son départ pour France, il exprima l'espoir de pouvoir bientôt passer nous comme représentant d'une société financière. Il avait compris tout ce qu'on doit attendre de la fécondité de notre sol. Il disparaît la conviction, fondée sur ses nombreuses observations, que la création d'usines centrales serait également productive pour les capitaux engagés et pour la Louisiane elle-même ; qu'elle contiendrait, dans de très grandes proportions, le défrichement du sol, par suite de l'établissement de petites fermes autour des établissements entièrs à la moderne.

MM. Léon Grand et Théophile Hotung, qui représentent, en Louisiane, le comité central, font appel à tous planteurs et les engagent à leur adresser leurs communications.

Laissons-nous échapper encore une fois la fortune qui vient à nous, par l'effet que nous adresse le comité des fondateurs de la société parisienne de réaliser nos aspirations les plus vives ! Il y a partout des esprits routiniers qui hésitent à modifier des habitudes dans lesquelles ils sont encroutés, mais, aujourd'hui, la situation est tendue à l'extrême. Le désespoir se présente ainsi : ou l'occupation des nouveaux malades à introduire dans notre industrie agricole, ou la désolation suivie de tous les malheurs qu'elle traîne après elle.

Nous devons de la reconnaissance à MM. Chrétien, Limet et Cohnsse, qui, connaissant la Louisiane et ses ressources, ont cru devoir songer à engager la société au nom de laquelle ils font à nos planteurs ces avantageuses propositions. On a remarqué que les compagnies sont, en partie, abandonnées par les travailleurs qui, autrefois, leur donnaient la vie, et que ces travailleurs sont venus s'établir dans les villes. La réalisation du projet qui nous occupe, aurait pour résultat d'y ramener les forces dont l'accroissement est un danger pour la Nlle-Orléans. Et le même mouvement qui développerait notre richesse matérielle, en désopilant la production du sol, tournerait en définitive, au profit de l'hygiène publique et de la morale.

La pauvreté, la misère, nées des calamités physiques et climatiques, visent en aide à l'industrie agricole, en Finnland, en quelques mots, dans le cercle qui lui est propre. Elle désopile aux épreuves qui les opprimaient pour la production pure et simple, et en charge de la transformation de ces produits, qu'elle soigneura à des prix rémunérateurs pour le planteur. C'est la division du travail qui, étudié à fond et appliquée avec discernement, a permis à l'industrie moderne de produire abondamment et d'atteindre à la perfection.

Nous lisons dans le *Pionnier de l'Arkansas* du 20 mai :

Le canne et le maïs souffrent du changement de température qui s'est produit depuis les pluies de la semaine dernière.

—Des plaintes nous arrivent de toute la campagne sur la froideur du temps. Une bonne pluie et le retour de la chaleur sont nécessaires pour leur rendre la vigueur qu'elles ont perdue en quelques jours.

—Dans l'intérieur l'eau continue à se retirer, et, à mesure que le terre se découvre, les habitants, avec une énergie qui fait honneur à leur courage, mettent en culture. Un phénomène d'absence du maïs a été observé et on prophétise, quelques-uns disent, de plus du riz, du coton et du maïs. Les vers, appelés soulaux, très communs généralement dans les terres submergées, sont forcé à redescendre pour le moins, dans la terre, ont fait quelques dégâts et fondé les habitants à planter à plusieurs reprises. Pour les autres plantes la récolte est plus certaine.

—Le bayou continue à baisser lentement. Dans l'Ouest, les rivières qui semblent subitement monté, sont aussi en baisse en quelques heures ; ce qui nous fait espérer qu'il n'y aura plus de nouveaux dangers pour cette année.

—Notre jeune ami, Francis Amédée Tête, fils de notre estimable concitoyen, l'Honorable Francis Amédée Tête, a gradué dernièrement à l'école de droit de la Nlle-Orléans, après avoir subi un examen sérieux. Nous le félicitons et lui souhaitons un succès complet dans la carrière qu'il va embrasser.

—M. Ovide Himel, notif de cette paroisse, est à de tombeur partout et connu, et dernièrement habitant de la paroisse St-Jacques, est mort mardi dernier à Bladen, Alabama, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

—Napoléonville possède maintenant une manufacture de soda, d'eau de Seltz, d'eaux minérales et de sirops.

Il s'est formé, à Londres, une société contre la vaccination. Son président, M. Taylor, a publié une brochure dans laquelle il déclare que, si les maladies en sont développées en si grand nombre et si la corporation de la ville hésite à ordonner à un médecin efficacité, c'est à la vaccination qu'on le doit, car elle fait naître une foule de maladies à ceux qui s'y soumettent. Nous avons déjà parlé de ce travail, dont l'auteur a eu le grandeur de nous envoyer un exemplaire.

LE JURY.

Le grand jury a adressé au juge Rouen un rapport spécial auquel nous applaudissons sans réserve. Nous partageons le vœu qu'il exprime et nous voudrions, comme lui, voir modifier la loi relative au jury dans un sens favorable aux véritables intérêts de la société.

A cette heure, pour qu'un verdict puisse être rendu en matière criminelle, il faut que les douze jurés soient d'accord. Ce n'est pas toujours possible, et il suffit de l'obstination d'un seul homme pour assurer l'impunité au criminel le plus dangereux. Qu'il se trouve dans le jury une conscience vénale et l'action de la justice est complètement paralysée. Combien de féroces assassins, d'incendiaires, de malfaiteurs n'ont pas ainsi échappé à la vindicte publique !

Nous avons à plusieurs reprises insisté pour que la loi fût modifiée de manière à permettre à neuf jurés sur douze de rendre un verdict. Quand la résistance d'un seul homme force un jury à modifier son verdict, on peut dire que la condamnation ou l'acquittement—n'est prononcé toujours l'acquittement—n'est dit prononcé par cet unique juré. Que devient alors la pensée tutélaire qui a présidé à la création de ce tribunal important ! N'est-elle pas complètement méconnue et faussée ?

L'unanimité n'est pas exigée en France ; elle ne l'est pas en Italie, ni dans d'autres pays très avancés en civilisation. Elle l'est en Angleterre et l'on pense jusqu'au fétichisme le respect du passé, et où les vieilles traditions, les vieux abus, les vieilles superstitions sont si difficiles à déraciner. Aux Etats-Unis, où tout se transforme dans un vaste travail d'assimilation—cause, idée, institutions—cette vénération serait positivement ridicule.

Les abus du système actuel sont si criants que nous ne devons pas cesser à demander la cessation d'un état de choses qui constitue pour la société un danger formidable. Nos mœurs réclament énergiquement, en effet, des mesures correctrices qui parviennent à déjouer les efforts les mieux combinés de la justice.

Il faut en tout un peu de logique. On vient de voir qu'un seul juré, par son obstination et ses résistances, peut lasser ses collègues et les contraindre à se rallier à son opinion. Dans la pratique, l'unanimité est donc illusoire. Alors pourquoi ne pas déclarer que neuf jurés sur douze auront caractère à rendre un verdict ? L'opinion consciencieuse de neuf hommes, désintéressé par les débats et les plaidoiries, n'offre-t-elle pas d'ailleurs autant de garanties que celle de douze ? Et si le jury se composait de vingt ou de trente membres, fonctionnerait-il aussi qu'ils fussent tous du même avis ?

Une idée superstitieuse semble s'attacher à l'institution du jury, telle que nous l'ont légué nos pères, et il se trouve des gens qui se scandaliseraient à la pensée qu'on puisse en demander la modification. A ceux-là nous disons que la société mande, que les esprits s'éclairent, que les notions confuses du passé se rectifient, et que le peuple n'est pas une singe.

Parmi les dispositions testamentaires de l'ex-gouverneur C. C. Washburn, récemment mort, on remarque un don de $250,000 pour la création d'une bibliothèque, à La Crosse, Wisconsin, et un autre de $250,000 pour établissement d'un asile d'orphelins, à Minneapolis. Ce dernier don est fait en mémoire de la mère du testateur dont la fortune est portée à $2,500,000. Les legs insérés dans son testament s'élèvent à $6000,000.

D'après les observations du sergent Finley, le mouvement du diamètre des cyclones qui ont ravagé une partie des Etats-Unis, est de 1000 pieds. Les cyclones se meuvent avec une rapidité de 12 à 60 milles par heure. Quelquefois, lorsque le vent souffle à leur côté, ils recouvrent une vélocité de 800 milles à l'heure, emportant tout dans leur parcours, arbres, forêts, maisons, rien ne résiste à leur impétuosité. Ce sont alors de véritables fléaux. On sait que l'électricité est le principal élément dont ils se composent. Cette découverte qui date à notre savant Dr Bonnaz, de l'Isabel de monnaie de la Nouvelle Orléans.

Il y a cent mille Chinois en Californie. On dit qu'ils envoient journellement dans leur pays des économies qui atteignent le chiffre de 40 à 45 millions de dollars. Ils ne pouvait donc y être réalisé que par la plus stricte économie, car ils travaillent à raison de 50 à 60 cents par jour.

La loi ordonne un secrétariat de l'agriculture implique nécessairement un changement de chef à chaque nouvelle élection présidentielle, ce qui ne peut que déterminer une désorganisation dans un département déjà très mal organisé.

Nous avons sous, hier, de Paris, des exemplaires du journal *Le Tubes*, publié, le premier et le troisième dimanches de chaque mois, 42 rue de la Victoire, par M. Jacques Echassoux, agent spécial du ministère des Finances, pour la vente à l'étranger des tabacs des manufactures de l'Etat.

Un prix remarquable.—1866 plaques daguer. ; deux plaques, un objectif, une boîte à mercure, un vitrier et tout ce qui est nécessaire pour un laboratoire. S'adresser à Mme Hart, 191 rue du Canal. Il est donné un bon prix pour les boîtes de cuivre. Les plaques sont les meilleures et dernier modèle.

On lit dans le "Courrier du Sud" de Paris :

—Le mouvement en faveur de l'émigration au Canada s'accentue de jour en jour en Angleterre. On a ouvert des listes de souscription et constaté que l'on aura prélevé un fonds de 17,000 fr. un premier parti de 200 familles quittera Londres pour le Canada.

Cette recrudescence d'émigrants anglais dans l'Amérique du Nord ne nous frappe plus aujourd'hui la matière croissante pour l'avenir de notre nationalité. Les Canadiens français ont fait leurs preuves de vitalité. Il est passé, le temps où l'on parlait avec dédain, et un aveuglement dans la population canadienne-française aussi le temps et on admettait de les considérer comme des manœuvres, destinés à enrichir de leur travail les entrepreneurs anglo-saxons.

Le Jouenal a présenté un rôle intellectuel remarquable et leurs législateurs ne sont point dépassés à côté des nôtres. Nous avons à parler prochainement de plusieurs ouvrages véritablement remarquables.

Ce qui est plus important encore, leur race est jeune, énergique et féconde. Le dernier recensement montre qu'un déplacement nous n'ont point à craindre. Nous devons à l'émigration aux Etats-Unis, Pétionnet française forme les deux septièmes de la confédération britannique du Nord-Américaine et il forme un total de près de 130,000 âmes, descendants des 60,000 français abandonnés par Louis XV, et plus de deux fois désopilés aujourd'hui.

Devant ces chiffres, nous pouvons considérer sans crainte l'émigration anglaise.

—L'affaire du Chotô Tigri préoccupe toujours vivement tout le pays algérienne, comme on en peut juger par l'extrait suivant du "Courrier d'Oran :"

"L'assentiel est que l'autorité militaire ne reconnaisse pas à commettre de pareilles bévues et à n'envoyer nos soldats dans le Sud qu'en nombre suffisant pour faire face toutes les tentatives hardies des insurgés.

Le sang de nos hommes est trop précieux pour une l'on puisse ainsi le faire répandre, sans encore profit pour la patrie et l'Algérie.

M. le ministre de la guerre est certainement de cet avis, et nous savons que M. le général Saussier qui, pour notre personne, sait à quoi s'en tenir sur les dignes, doivent donner des ordres sévères pour qu'on n'expose plus les hommes à une mort presque certaine.

Quoi qu'il en soit, une enquête nous semble nécessaire sur le fait que nous venons de signaler, afin de déterminer les responsabilités du désastre du Chotô Tigri."

Le nouvelle judicature fédérale.

Le système judiciaire des Etats-Unis fut organisé par la Constitution, d'une façon remarquablement symétrique et compacte. Chaque Etat conserve et réglementa son propre corps judiciaire en matière purement locale. Les Etats sont donc ainsi entre eux comme des puissances étrangères, et les règles du droit international peuvent se trouver fréquemment appliquées aux relations mutuelles de ces Etats qui ne sont pourtant que des unités diverses de la même République.

Quand il y a procès entre les citoyens de différents Etats, on veut donc clairement qu'il y aurait des difficultés si les cours de ces Etats avaient une juridiction "concurrente," similaire, ou si les tribunaux de l'un d'eux avaient une juridiction à l'exclusion des cours de l'autre. De là vient la nécessité d'un tribunal indépendant, commun aux Etats. Il est également évident qu'aucune cour d'Etat ne pourrait prendre sur elle d'interpréter et d'appliquer les lois faites par le Congrès National, et que si les Etats pouvaient donner cette autorité à leurs cour, une pratique judiciaire aussi multiforme et variée qu'il y a d'Etats existerait, pendant l'établissement des attentes toute de confusion, et de confusion, dans laquelle il deviendrait impossible d'atteindre le but de la justice.

C'est la connaissance de ces faits simples et démonstratifs qui conduisit, il y a un siècle à l'organisation d'un système de Cours Nationales ou Fédérales, ayant juridiction exclusive sur les deux classes de causes mentionnées ci dessus. Ces cours sont basées sur l'article de la Constitution qui définit que l'organisation judiciaire du Gouvernement consistera en une Cour suprême, et en autant de Cours inférieures, que le Congrès peut juger bon d'établir.

L'énorme expansion du pays et de son intérêt manufacturiers, industriels, a engagé constamment dans ces dernières années les affaires portées devant ces Cours, comprenant les Cours de district, Cours de circuit et Cour suprême. Les tendances contemporaines de ces quatre dernières années ont encore poussé à une solution, grâce aux propositions des juges à étendre la juridiction à un dernier ressort